



L'élevage bovin lait de plaine



L'élevage bovin lait de plaine

.....

Une très belle année économique, désormais mise à l'épreuve

Après deux années de stabilité, le prix du lait connaît une augmentation conséquente en 2025. Face à un déficit dans l'offre, les laiteries cherchent des producteurs et proposent des prix incitatifs. La baisse notable d'éleveurs de bovins laitiers en France n'est pas un phénomène isolé. Elle est également constatée dans la plupart des bassins de production mondiaux.

En face de ce prix rémunérateur, les charges marquent enfin le pas avec des baisses substantielles pour les intrants majeurs. Aliments, engrais, carburants amorcent des diminutions significatives, malheureusement en partie compensées par d'autres postes (frais d'élevage, coût des investissements...). Cette rentabilité de l'activité laitière incite les éleveurs à produire davantage... mais la médiocrité des fourrages stockés de 2024 et l'impact de la FCO sur la productivité et la reproduction limitent les performances.

2025 s'avère une année économique exceptionnelle, cependant beaucoup craignent un avenir moins favorable. Stimulée par les prix, la production augmente à nouveau en fin d'année. Au niveau mondial, l'offre rejoint la demande et annonce un repli des prix pour 2026 qui pourrait peser lourdement sur l'économie des fermes, au regard des engagements financiers et des charges orientées à la hausse (énergie, engrais...).



..... L'élevage bovin lait de plaine

Les chiffres de la filière

1 102



exploitations laitières
lait de plaine

89 000



vaches laitières

606 MI



lait livré régional

368 M€



chiffre d'affaires
2024

39 400 €



résultat courant par UTAF
2025 (estim.)

Sources : Agreste - SAA 2025, Compte provisoire de l'agriculture 2024, contrôle laitier, Cerfrance

Une reprise de production tardive

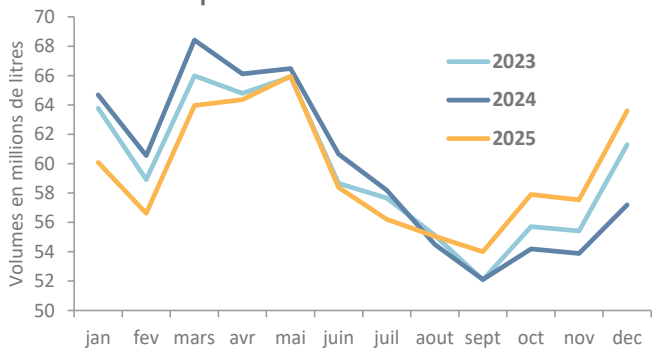
Entamée dès le printemps 2024, la baisse de production s'amplifie durant l'hiver 2024/25 avec des fourrages particulièrement médiocres et un effet souvent marqué des passages de FCO. Il faut ainsi attendre l'automne 2025 pour observer un rebond significatif des livraisons. Cette reprise est d'autant plus lente que les effectifs en stabulation s'étoffent peu, les prix de vente des vaches de réforme étant particulièrement motivants. La baisse du nombre de producteurs est toujours visible mais moins marquée que les années précédentes. La conjoncture très favorable du secteur laitier, combinée aux difficultés structurelles persistantes en grandes cultures, pourrait inciter à maintenir voire à conforter les systèmes d'élevage.

Une rentabilité exceptionnelle

Le prix du lait est renforcé par un produit viande majoré de 30 % (vaches de réforme et veaux). Les charges d'atelier se stabilisent avec la baisse des prix des aliments et de l'engrais. La rentabilité de l'atelier lait connaît ainsi un niveau remarquable (voir analyse GALACSY ALYSE).

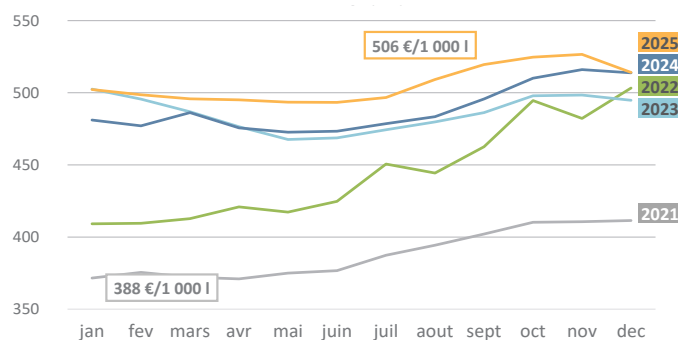
Cette situation exceptionnelle, commune à l'ensemble des régions laitières, connaît un retournement radical début 2026. L'offre laitière, désormais excédentaire, entraîne une baisse marquée du prix du lait dépassant parfois 50 €/1000 l. La filière régionale lait de plaine pourrait en pâtir, alors que le nombre de producteurs approche le seuil symbolique des 1 000 exploitations.

Reprise tardive des livraisons



Source : SRISE / DRAAF Bourgogne-Franche-Comté

Le prix du lait atteint un sommet historique avant d'amorcer un recul



Source : SRISE / DRAAF Bourgogne-Franche-Comté

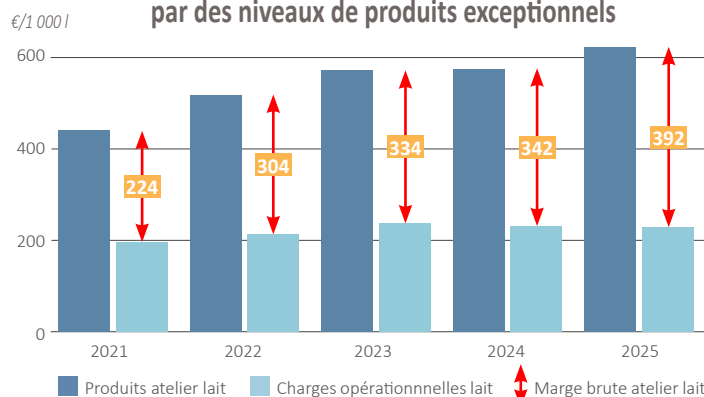
Une baisse plus lente des producteurs, sans véritable rebond productif

	Lait (kg / VL)	Évol. 2025/2024 (kg)	Nb VL / élevage	Évol. 2025/2024 (nb VL)	Nb livreurs	Évol. 2025/2024 (%)	Livraison (M de litres)	Évol. 2025/2024 (%)
Côte-d'Or	7 570	-39	82	+0,2	154	0%	81	-3%
Nièvre	7 015	48	88	-5,3	34	0%	15	-2%
Haute-Saône	7 743	176	78,8	+0,8	549	-1%	289	0%
Saône-et-Loire*	7 683	69	79,1	-2,3	187	-2%	111	-1%
Yonne	8 325	31	89	+1,1	122	-5%	80	-4%
Territoire de B.	7 970	43	82,1	-2,3	54	0%	32	0%
Zone de plaine BFC	7 766	97	80,6	-0,15	1 100	-1%	609	-1%

* Hors AOP massif Jura

Sources : Conseils Élevages, données EDE et estimations, SRISE / DRAAF Bourgogne-Franche-Comté

Une marge d'atelier tirée par des niveaux de produits exceptionnels



Source : suivi GALACSY ALYSE



Bovins lait de plaine* (échantillon Cerfrance)

532 exploitations dont 3/4 spécialisées en lait

186 ha de SAU dont 67 ha de SCOP

79 vaches laitières

591 000 litres de lait vendus en 2025

521 € / 1 000 l estimé en 2025

*Lait de plaine : lait hors AOP massif jurassien



Franck LAVEDRINE, IDELE

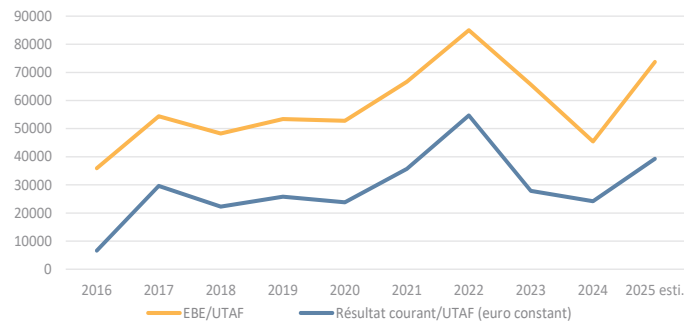
Un chiffre d'affaires lait porté à la fois par le volume et le prix de vente

Le produit lait progresse de 7 %, sous l'effet combiné du prix et de l'augmentation des volumes vendus. Il représente désormais 70 % du produit brut total. Par ailleurs, le rendement laitier poursuit sa progression, atteignant 7 400 kg / VL en 2025 contre 7 120 kg / VL en 2022.

Les autres produits et les aides PAC présentent une timide évolution de +2 %.

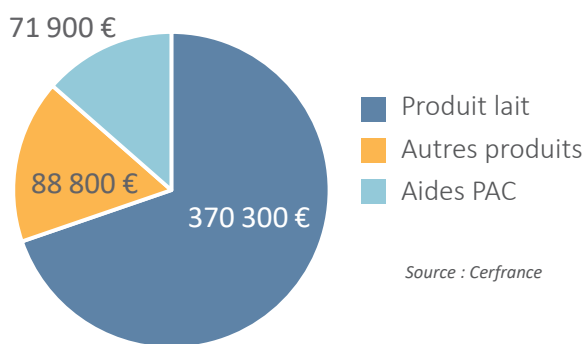
Une rentabilité qui continue de croître

Évolution de l'EBE et du résultat courant / UTAF Lait + céréales



Source : Cerfrance

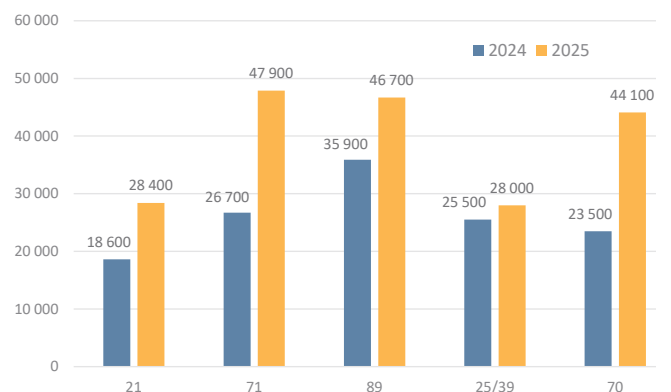
Détail de la répartition du produit brut total en 2025



Source : Cerfrance

Les exploitations laitières affichent un EBE de 166 600 € soit une hausse de 24 % par rapport à 2024 et le résultat courant s'établit à 74 100 €. Le graphique suivant présente l'évolution des résultats courants par département : la part de céréales, l'impact de la FCO et le litrage produit expliquent en grande partie les différences.

Évolution résultat courant / UTAF par département



Source : Cerfrance

Des charges globalement orientées à la baisse

Les charges opérationnelles diminuent légèrement à 315 €/1 000 l, soit -6 % par rapport à 2024. L'aliment, premier poste des charges opérationnelles, est en baisse de 9 % grâce à une campagne fourragère correcte, mais les épizooties récentes font progresser les frais vétérinaires de 14 %. Les charges de structure reculent légèrement de 1 %, avec la baisse des carburants, liée notamment à la mise en place du tarif réduit appliqué directement à l'achat (-25 %), et à la diminution des cotisations sociales.

Les critères de rentabilité montrent une progression de l'efficacité économique (EBE / Produit) qui traduit la maîtrise des charges courantes par rapport à la production. En 2025, le résultat courant permet de dégager quasiment deux SMIC par UTAF.

Évolution des critères de rentabilité

Critères de rentabilité	2023	2024	2025
Produit/ha SAU	2 766 €	2 425 €	2 563 €
dont aide découplée	216 €	216 €	216 €
Excédent brut d'exploitation/ha de SAU	707 €	722 €	895 €
EBE/Produit brut	26 %	26 %	31 %
Résultat courant/UTAF	27 400 €	24 300 €	39 400 €

Source : Cerfrance

Le prix de vente du lait recule fortement début 2026, ce qui devrait freiner le chiffre d'affaires laitier. La bonne maîtrise des charges courantes reste fondamentale lors d'un tel retournement du marché pour éviter une dégradation trop importante des revenus.

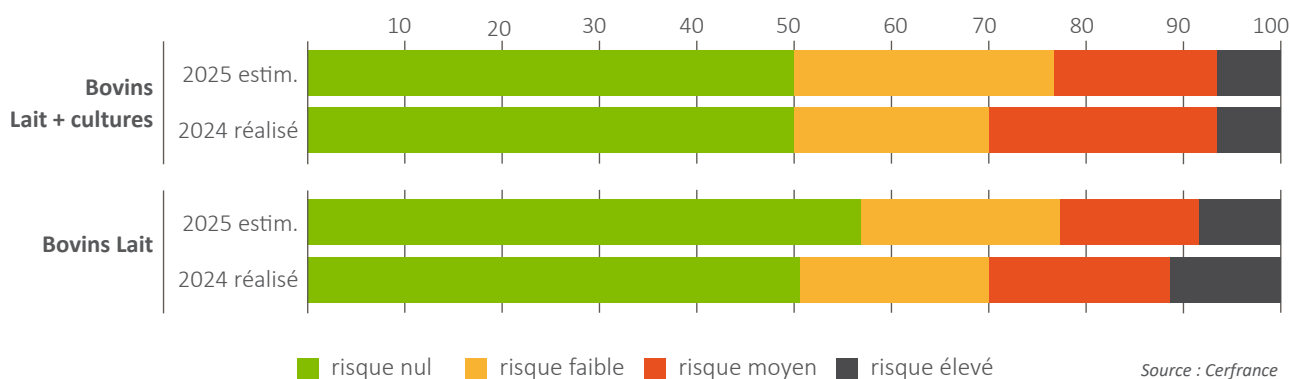
Situations financières : des niveaux d'annuités conséquents

Le taux d'endettement est de 55 % en 2025. Le poids des annuités représente 39 % de l'EBE, soit une baisse de 10 % par rapport à 2024.

L'amélioration de la rentabilité influence favorablement la situation financière des entreprises. La répartition du risque montre une amélioration des situations financières des exploitations laitières, avec plus de 80 % de risque nul à faible.

Les bilans des exploitations laitières font apparaître un capital moyen de 903 000 €, soit environ 1 500 €/1 000 l. Ce montant représente l'équivalent de 5,4 années d'EBE. Il s'agit d'un indicateur à suivre, face à l'enjeu fondamental de la transmission des entreprises. La filière fait face à deux problématiques cruciales : la valeur élevée du capital d'exploitation à acheter, et les difficultés de recrutement pour compenser les départs en retraite.

Répartition des exploitations en fonction de leur situation financière



Voir page 98 "Méthodologie Cerfrance de calcul de la santé financière des exploitations agricoles "



Franck LAVEDRINE, IDELE

ZOOM

TRAVAIL ET RENOUVELLEMENT DES GÉNÉRATIONS : DES LEVIERS MOBILISÉS EN FILIÈRE LAITIÈRE

Le travail constitue un enjeu majeur de la production laitière, étroitement lié à l'attractivité du métier et au renouvellement des générations. Charge de travail, pénibilité et sécurisation des premières années d'installation font l'objet d'une attention croissante au sein de la filière. Les laiteries régionales développent des dispositifs mobilisant plusieurs leviers complémentaires. Sans viser l'exhaustivité, les éléments présentés illustrent la diversité des réponses possibles, témoignant d'initiatives réparties sur l'ensemble du territoire de la Bourgogne-Franche-Comté.

Sécuriser les premières années d'installation

Un premier levier concerne la sécurisation de l'installation, via des aides financières ou des avances de trésorerie destinées aux jeunes éleveurs, afin de limiter les fragilités économiques des premières années et de soutenir des investissements structurants.

Réduire la pénibilité et améliorer les conditions de travail

Un deuxième levier d'action est l'accompagnement des agriculteurs pour des investissements dédiés à la sécurité, l'ergonomie ou le confort des bâtiments et équipements.

Faciliter l'organisation du travail et le recours au remplacement

L'organisation du travail constitue un axe important, notamment à travers des dispositifs de remplacement soutenus financièrement, permettant de sécuriser les périodes de congés, de faire face aux aléas ou d'absorber les pics d'activité.

Soutenir la formation

Enfin, certaines initiatives intègrent un volet de formation et d'accompagnement, permettant aux éleveurs de renforcer leurs compétences et d'optimiser le fonctionnement global de leur exploitation.



Exemples de leviers mobilisés pour répondre aux enjeux du travail en production laitière

Levier d'action	Objectifs poursuivis	Exemples de dispositifs observés
Sécurisation de l'installation	Accompagner les premières années, limiter les fragilités économiques	Aides financières ciblées, avances de trésorerie à taux nul, soutien à la prise de parts ou à des investissements structurants.
Amélioration des conditions de travail	Réduire la pénibilité et renforcer la sécurité	Modernisation des équipements de traite, amélioration de la ventilation, sécurisation des installations, aménagements ergonomiques
Organisation du travail et remplacement	Faciliter la prise de congés et faire face aux aléas	Prise en charge partielle du service de remplacement, financement de jours de remplacement, appui à la délégation de tâches
Formation et accompagnement	Renforcer les compétences et appuyer les choix techniques et organisationnels	Formations, stages, diagnostics technico-économiques, voyages d'étude, accompagnement individuel

Remerciements aux laiteries : Danone, Ermitage, Sodiaal et le Syndicat de Défense de l'Epoisses (pour les laiteries Gaugry, Germain et Berthaut) qui ont accepté de partager leurs démarches.